



Réponse du Conseil Départemental de la Côte-d'Or à la consultation publique de l'ARCEP sur la synthèse des travaux sur les modalités tarifaires des raccordements finals des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

1 Préambule

S'agissant du déploiement de la fibre optique à la maison et à l'entreprise (FTTH/FTTE), la Côte-d'Or se situe en Zone Moyennement Dense (ZMD).

Ainsi, trois opérateurs d'infrastructures (OI) y déploient un réseau de type Boucle Locale Optique Mutualisée (BLOM) :

- le Conseil Départemental en zone d'initiative publique,
- Orange en zone dite AMII,
- Altitude Infrastructure en zone dite AMEL.

2 Réalisation et tarification des branchements finals optiques en mode dit STOC (Sous-Traitance par l'OI à l'Opérateur Commercial)

2.1 Mode STOC et RIP départemental

Les Conseils Départementaux de la Côte-d'Or, du Jura, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne, ainsi que le Syndicat Nièvre Numérique, maîtres d'ouvrage des RIPs à construire, ont souhaité créer une Société Publique Locale (SPL Bourgogne-Franche-Comté Numérique), dont ils sont actionnaires. Ainsi, ladite SPL BFC N est chargée d'exploiter, maintenir et commercialiser auprès des Opérateurs Commerciaux (OC) les RIP de ses actionnaires.

A cette fin, la SPL BFC N a attribué une concession de services (affermage) à la Société Orange qui pour l'occasion a créé la Société Bourgogne Franche-Comté Fibre (BFC F). (depuis, émanation d'Orange concessions).

Ainsi, la Concession de services prévoit que la réalisation des branchements finals soit confiée à BFC F.

Par conséquent, la réalisation des branchements finals optiques est un îlot concessif au sein de la Concession de services. Dès lors, les branchements finals optiques, réalisés essentiellement en mode dit STOC, constituent, pour les actionnaires de la SPL BFC N, un bien de retour.

Conformément à la recommandation de l'ARCEP, lors de la construction du RIP, les Points de Branchement Optique (PBO) sont placés afin de garantir une distance maximale jusqu'à la Prise terminale Optique (PTO) de 150 m.

Aujourd'hui, le taux de pénétration du RIP est de 38 %, 100 % des branchements finals optiques étant réalisés en mode STOC.

2.2 Désordres liés au mode STOC

Comme la majorité des OI, le Conseil Départemental observe d'importants désordres.

2.2.1 Désordres liés au non-respect des routes optiques

Lors des interventions, les sous-traitants ne disposent pas des informations, pourtant fournies à l'OC via un système de ticketing, liées aux ressources du réseau à utiliser. Cela est dû à la sous-traitance en cascade qui engendre une perte d'information entre le sous-traitant de rang 1 et celui de rang n.

Dès lors, les sous-traitants n'empruntent pas toujours les routes optiques fournies du segment SRO-PBO. Aussi, après moult mises en service, le système d'information de l'OI ne reflète pas la réalité. Par ailleurs, le non-respect des routes optiques entraîne des déconnexions (lorsque la route optique à utiliser est déjà empruntée à tort).

2.2.2 Désordres au niveau des SRO et chez les usagers – Sécurité des intervenants

Les intervenants ne disposent pas toujours des moyens appropriés pour accéder aux SRO.

Dès lors, des dégradations sont fréquemment constatées (portes forcées, pliées, d'une façon générale endommagée). Aussi, des mises en conformité sont nécessaires lors des interventions de maintenance tant préventives que curatives, grevant le plan d'affaires du fermier.

Lors du passage des jarretières optiques (entre le coupleur de l'OC et le plateau optique de distribution) les abaques liés au cheminement à emprunter n'est pas toujours respecté.

Par ailleurs, d'importants désordres sont également constatés lors du tirage du câble optique de branchement chez l'usagé (percements sauvages, non respect des rayons de courbure, non protection du câble optique, propreté du chantier, notamment).

En outre, **les intervenants, au risque de leur vie, ne respectent pas toujours les consignes de sécurité**, en particulier lors de la réalisation de branchements finaux en aérien (absence d'arrêté dont de circulation, non mise en place des balisages nécessaires, non utilisation d'une nacelle pour l'accroche sur les appuis aériens en aval des PBO et en façade).

Par conséquent, le mode STOC nuit à la qualité du réseau (les branchements finals constituant un bien public de retour) et à l'image du porteur public, en l'occurrence le Conseil Départemental, le RIP étant financé par des fonds publics.

Même si, d'une part, le mode STOC V2, d'autre part, les importants travaux actuellement conduits tant par l'ARCEP que les OI, visent à améliorer le mode STOC, le Conseil Départemental sollicite formellement l'ARCEP afin qu'en lien avec l'État, il soit abandonné au seul profit du mode OI.

En effet, après notamment les coûteuses mises en conformité réalisées, en particulier au niveau des SRO et des systèmes d'information des OI, rapidement, de nouveaux désordres apparaissent.

Dans ce cas, après prise d'un abonnement, l'OC concerné solliciterait l'OI pour la réalisation du branchement final chez l'usager, mais également s'agissant de l'intervention nécessaire à la SRO, selon une tarification « raccordement standard » et « raccordement long ou particulier au cas par cas ».

En d'autres termes, que l'ensemble du segment SRO-PBO-PTO soit traité par l'OI. Cela également dans la perspective de l'arrêt du cuivre qui provoquera de nombreuses interventions au niveau de SRO et chez les usagers. Le seul mode OI permettrait également d'assurer avec qualité et sans encombre le passage d'un OC à un autre (churn).

3 Mode STOC pour les branchements dits longs en zone AMEL

Dans le cadre d'un AMEL, le Conseil Départemental a confié à Altitude Infrastructure, qui pour l'occasion a créé la Société Altitude Fibre 21 (marque CORAÏ), le déploiement en fonds propres de 57 000 prises optiques dans 224 communes.

Dans son double engagement (L33-13 du CPCE et dans le cadre d'une convention de partenariat conclue avec le Conseil Départemental), Altitude Infrastructure a introduit la notion de raccordements longs pour un nombre maximal de 8 % des logements de la zone AMEL.

In fine, 2,6 % des logements, **déclarés raccordables (éligibles) dans le fichier IPE**, soit 1 470, sont concernés par un raccordement long.

Parmi les 1470 logements, 900 disposent d'une longueur entre PBO et PTO comprises entre 300 et 500 ml.

Les occupants de ces logements sollicitent un OC afin de disposer d'un service FTTH domestique, voire professionnel.

Or, en mode STOC, le technicien mandaté par l'OC rebrousse chemin au motif d'un raccordement « non standard » entre PBO et PTO.

Aussi, le service n'est pas délivré malgré le statut raccordable (éligible) du logement.

Si le mode STOC était abandonné, ces raccordements dits longs pourraient être réalisés par l'OI selon une tarification au cas par cas (à l'euro à l'euro).

Tarification qui serait raisonnable notamment en cas d'utilisation de génie civil existant (fourreaux et chambres) en aval du PBO.

Si l'OC choisi répercutait, en partie, le coût facturé par l'OI à l'usager (par la facturation des Frais d'Accès au Service), le Conseil Départemental pourrait envisager d'élargir son programme d'inclusion numérique au motif d'une neutralité technologique.

4 Tarification des raccordements finaux

Le Conseil Départemental exprime plusieurs remarques quant au modèle des coûts (annexe 2 à la consultation) lié au calcul du montant des différentes typologies des raccordements finals.

4.1 Déplacement

Dans son modèle, l'Autorité retient un déplacement de 20 Km. Or, s'agissant du réseau Côte-d'Orien d'initiative publique, d'une part, les communes concernées sont très éloignées des bureaux des entreprises intervenantes, d'autre part, du fait d'un habitat diffus, les Communes sont éloignées les unes des autres.

Dès lors, le coût retenu pour le déplacement ne reflète pas la réalité.

4.2 Nacelle

Pour les raccordements en aérien, l'utilisation d'une nacelle est nécessaire afin d'accéder aux supports aériens, leur nombre, dans l'hypothèse d'un linéaire sur domaine public de 100ml, pouvant être estimé à 3 (selon une portée entre supports de 30 ml). Mais également pour le tirage en façade, voire pour la pénétration dans le logement.

Par ailleurs, l'emploi d'une nacelle garantit la sécurité des intervenants.

Cependant, les sous-traitants de rang 2, voire de rang supérieur, qui interviennent en mode STOC (notamment les autoentrepreneurs) ne disposent pas d'une nacelle.

Or, le coût journalier de location d'une nacelle sur véhicule léger est d'environ 800 € TTC. C'est pour cette raison que des techniciens qui interviennent, par souci d'économie, utilise des dispositifs inappropriés (grande échelle, voire échelle posée sur véhicule).

Par conséquent, le coût « nacelle » retenu n'est pas approprié pour le mode STOC

4.3 Mise en sécurité du chantier – demande d'arrêté

Dans son modèle, l'Autorité ne retient pas les coûts liés, d'une part, à la demande d'éventuelles autorisations nécessaires afin d'accéder, en toute sécurité, à la voirie publique (par la demande, notamment, d'arrêtés de circulation), d'autre part, à la mise en sécurité du chantier (conformément aux règlements d'intervention sur la voirie).

En effet, parfois, des chambres de tirage se trouvent sur chaussée. Par conséquent, leur accès est soumis à la délivrance d'un arrêté du gestionnaire de la voirie concerné, ledit gestionnaire imposant des règles de sécurité à respecter (mise en place d'une signalisation par alternat afin de bloquer une voie de circulation, itinéraire de contournement, balisage etc.).

La délivrance d'un arrêté est également nécessaire pour la réalisation d'un branchement final en aérien par l'utilisation d'une nacelle afin d'accéder en toute sécurité aux appuis. En effet, en particulier en zone rurale, les appuis aériens sont souvent placés en bordure de chaussée, la voirie étant étroite. Dès lors, la mise en place d'un alternat est nécessaire.

4.3 Nombre de branchements finals optiques réalisés par jour

En aérien, il paraît raisonnable de retenir la réalisation d'un branchement final par demi-journée, du fait notamment, du temps nécessaire au déplacement, à la mise en place d'un éventuel alternat, panneaux de signalisation et balisage (d'une manière générale, au respect de l'arrêté fourni), au tirage proprement dit sur les appuis, à la pénétration dans le logement, au cheminement à l'intérieur du logement, au placement de la PTO, aux soudures nécessaires et à l'intervention au niveau de la SRO.

5 Synthèse

La tarification d'un raccordement final est intimement liée à son mode de réalisation.

Le mode STOC. engendre intrinsèquement des désordres, du fait en particulier de la rémunération faible d'intervenants de rang 2 (voire au-delà)

Par ailleurs, l'OI est le propriétaire (le maître d'ouvrage) du segment optique SRO-PBO-PTO. Par conséquent, s'agissant du branchement final (section PBO-PTO), sa réalisation lui incombe. Dès lors, seul le mode OI garantit sa parfaite intégrité.

Aussi, le Conseil Départemental sollicite formellement l'Autorité afin que le mode STOC soit abandonné au seul profit du mode OI.

Dans son modèle de tarification d'un branchement final, l'Autorité ne semble pas avoir retenu l'ensemble des coûts afférents.